



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le **11 1 MARS 2021**

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT

N° 2018-233-A

☎ : 04.84.35.42.64

✉ : marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale N° 2018-233-A
relatif à l'exploitation par la société LA THOMINIÈRE d'un entrepôt couvert nommé
«Bâtiment A» situé sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau (13)**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I^{er} et son titre 1^{er} du livre V,
- VU la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663,
- VU la demande présentée le 24 juillet 2018, par la société LA THOMINIÈRE, dont le siège social est situé Rue Gay Lussac – Ecopole Mas de Laurent – 13310 Saint-Martin-de-crau en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert nommé « Bâtiment A » sis, La Thominière, sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau (13310),
- VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé en date du 23 octobre 2018,
- VU l'avis du Directeur Régional des Affaires Culturelles en date du 29 octobre 2018,
- VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 8 novembre 2018,
- VU les observations du Service Biodiversité, Eau et Paysage de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement en dates du 16 novembre 2018 et 22 mai 2019,
- VU les observations du Service Mer, Eau et Environnement de la Direction Départemental des Territoires et de la Mer en date du 24 mai 2019 et 26 juillet 2019,
- VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 8 novembre 2019,
- VU le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 1^{er} mars 2020 à l'avis de l'autorité environnementale,

.../...

- VU la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,
- VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,
- VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- VU l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- VU l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,
- VU la décision n°E20000033/13 en date du 6 juillet 2020 du Président du Tribunal Administratif de Marseille portant désignation d'un commissaire-enquêteur,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2020 ordonnant l'organisation d'une enquête publique unique (installations classées et permis de construire) pour une durée de 31 jours du 26 août 2020 au 28 septembre 2020 inclus sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau,
- VU l'avis du formulé le 13 décembre 2019 par le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage en date du 28 février 2021,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 16 octobre 2020,
- VU les rapports et les propositions de l'inspection de l'environnement en dates du 27 mai 2020 et du 10 février 2021,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 3 mars 2021,
- VU l'avis du sous-préfet d'Arles en date du 30 octobre 2018,
- VU la procédure contradictoire menée auprès du pétitionnaire,

CONSIDERANT que par demande du 24 juillet 2018, la société LA THOMINIÈRE a sollicité l'autorisation d'exploiter un nouvel entrepôt dénommé « Bâtiment A » situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau,

CONSIDERANT que la réalisation de ce projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur de nature économique, aux motifs qu'il entraînera la création directe d'environ 400 emplois et que l'activité commerciale afférente favorisera le développement économique,

CONSIDERANT que l'inventaire faune/flore, réalisée par le bureau d'étude ECOMED sur une aire d'étude adaptées aux effets prévisibles du projet, a mis en exergue des impacts bruts (avant mesures ERC) globalement faibles sauf pour deux espèces animales pour lesquelles les impacts bruts sont modérés,

CONSIDERANT qu'en croisant les mesures Evitements-Réduction-Compensation (ERC) proposées par l'exploitant avec les effets cumulés, les impacts résiduels du projet pour chaque espèce deviennent faible à nul,

CONSIDERANT que compte tenu de certains impacts résiduels, le Service Biodiversité, Eau et Paysage (SBEP) a sollicité une demande de dérogation à la destruction d'habitats et d'espèces protégées à laquelle l'exploitant a répondu de manière satisfaisante,

CONSIDERANT que les compléments et engagements apportés par le maître d'ouvrage, ainsi que les prescriptions du présent arrêté, sont de nature à répondre aux remarques citées dans l'avis du CNPN,

CONSIDERANT ainsi que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation des populations des espèces protégées concernées, sous réserve de la mise en œuvre, des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, de suivi et d'accompagnement proposées dans le dossier technique et le mémoire en réponse du bénéficiaire de la dérogation, suite à l'avis du CNPN, et prescrites par le présent arrêté,

CONSIDERANT par ailleurs que, suite à une modification de la nomenclature des installations classées par décret n° 2020-1169 en date du 24 septembre 2020 le site relève désormais du régime de l'enregistrement, mais que l'exploitant a précisé, vouloir aller au terme de la procédure d'autorisation,

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations réglementairement menées et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par le présent arrêté restent compatibles avec les prescriptions d'urbanisme,

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société LA THOMINIÈRE (SARL), dont le siège social est situé Rue Gay Lussac – Ecopole Mas de Laurent, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau (13310), secteur La Thominière, les installations détaillées dans les articles suivants et conformément au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 1.1.2 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Rubrique	Regime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité projetée
1510-2-b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	414 000m ³ (1) 32 400 t

Rubrique	Regime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité projetée
2925	D	Ateliers de charge d'Accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	> 50 kW
1185-2-a	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	100 kg
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.	0,9 MW

(1) dont 81 000 m³ de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, 81 000 m³ de bois ou matériaux combustibles analogues, 81 000 m³ de polymères, 81 000 m³ de pneumatiques à l'état alvéolaire ou expansé, 81 000 m³ de pneumatiques dans les autres cas

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Capacité : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha.	Surface du projet augmentée de la surface à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 55,6 hectares	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau.	La surface des bâtiments et voiries situées en zone inodable et faisant l'objet d'un réhaussement par remblais : 63 500 m ²	Autorisation

ARTICLE 1.2.1 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Saint-Martin-de-Crau	Section C Parcelles n° 5004, 4991, 5001, 4997, 4993, 4994, 4995	La Thominiere

ARTICLE 1.2.2 AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 82 021 m².

ARTICLE 1.2.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment de surface plancher de 31 497,6 m² composé de :
 - cellules de stockage (30 014,3 m²) dont 2 cellules d'environ 12 000 m³ et une cellule d'environ 6 000 m³ ;
 - bureaux (797,3 m²) ;
 - locaux techniques (543,3 m²) ;
 - local gardien et chauffeur (88,1 m²) ;
 - local vélo (55 m²),
- voiries lourdes (7 328 m²),
- voies stabilisées (5 963,4 m²),

- zones de stationnement VL et PL en « evergreen » (1 771,1 m²),
- bassin des eaux pluviales (14 525 m²),
- espaces verts (18 053 m²).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1 CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Une vérification de la conformité des installations et de leurs annexes aux plans, aux données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur est réalisée par un organisme externe dans les six mois qui suivent la mise en service des installations. Le rapport de vérification est transmis à l'inspection de l'environnement dans le mois qui suit sa réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées de la réalisation et la mise en service de l'installation.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.2 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.3 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le CHAPITRE 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.4 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

ARTICLE 1.5.5 CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est de type industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.6.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
31/03/1980	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
02/02/1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29/07/2005	Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.
31/01/2008	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
07/07/2009	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
15/12/2009	Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement.
04/10/2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
27/10/2011	Arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.
29/02/2012	Arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
11/05/15	Arrêté du 11/05/15 modifiant une série d'arrêtés ministériels pour prendre en compte la nouvelle nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement entrant en vigueur au 1er juin 2015 dans le cadre de la transposition de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012.
07/04/2016	Arrêté ministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant.
24/09/20	Arrêté du 24/09/20 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Ce sont les textes ou tout document s'y substituant à la date d'application.

ARTICLE 1.6.2 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1 RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roue ou autres sont mis en place en tant que de besoin.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

ARTICLE 2.3.2 ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1 DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Pour ce faire il utilise la fiche G/P jointe en annexe III du présent arrêté.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

ARTICLE 2.7.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

L'exploitant transmet aux destinataires précisés dans le tableau ci-dessous les documents suivants :

Articles	Destinataires ¹	Documents à transmettre	Périodicités/échéances
ARTICLE 1.3.1	IIC	Rapport de conformité.	Dans les six mois qui suivent la mise en service des installations et à transmettre un mois maximum suivant sa réception.
ARTICLE 1.4.1	IIC	Information de la réalisation et la mise en service.	Sans délai suivant la réalisation et la mise en service.
ARTICLE 1.5.1	Préfet	Dossier de demande de modification des installations.	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.5.4	Préfet	Déclaration de changement d'exploitant.	3 mois maximum suivant ce transfert.
ARTICLE 1.5.5	Préfet	Déclaration de cessation d'activité.	3 mois minimum avant la date de cessation d'activité.
ARTICLE 2.4.1	Préfet	Information des dangers et des nuisances non prévus.	Sans délai.
ARTICLE 2.5.1	IIC	Information d'accident/incident.	Dans le meilleur délai.
ARTICLE 2.5.1	IIC	Rapport d'accident.	15 jours maximum suivant l'accident.
ARTICLE 4.5.6.1	Préfet	Autorisation de rejet dans le réseau public.	Sans délai.
ARTICLE 5.2.2	Ministre (GEREP)	Déclaration des déchets (site de télédéclaration GEREPE).	1 fois par an avant le 1 ^{er} avril.
ARTICLE 6.2.3	IIC	Information des équipements de réfrigération.	Sans délai.
ARTICLE 8.2.10	IIC, SPR, SDIS, Préfet	P.D.I.	Sans délai suivant la mise en exploitation et suivant sa mise à jour.
ARTICLE 8.2.10	IIC, SDIS	Date de l'exercice P.D.I.	1 mois minimum avant la réalisation de l'exercice P.D.I.
CHAPITRE 12.1	SBEP	Les modifications des actions.	Avant réalisation.
ARTICLE 12.1.3	SBEP	Dossier technique (rapport, projet d'arrêté, plans cadastraux).	24 mois suivant la notification du présent arrêté.
ARTICLE 12.1.3	SILENE (plate-forme régionale du SINP)	Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes.	Sans délai.
ARTICLE 12.1.3	SBEP	Attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILENE.	Sans délai suivant le versement.

CHAPITRE 12.2	SBEP	Données cartographiques relatives à l'aménagement et aux mesures prévues au chapitre 12.3, dans un format compatible avec l'outil cartographique GeoMCE.	Sans délai.
CHAPITRE 12.2	SBEP, DDTM	Information du début et de la fin des travaux.	Sans délai.
CHAPITRE 12.2	SBEP, DDTM	Accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.	Sans délai.
CHAPITRE 12.2	SBEP	Rapport de synthèse (où les coûts estimatifs de ces mesures, par poste, sont présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites au chapitre 12.3.	En janvier des années mentionnées à l'article 12.3.3) du chapitre 3 jusqu'à leur mise en œuvre complète.
CHAPITRE 12.2	SBEP	Copie des actes passés avec ses partenaires techniques ou scientifiques pour la mise en œuvre des mesures prescrites chapitre 12.3 et des bilans produits.	Sans délai.
CHAPITRE 12.3	SBEP	Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté.	Sans délai.
CHAPITRE 12.3	SBEP	Toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.	Sans délai.

¹ IIC : Inspection des Installations Classées, SPR : Service de Prévention des Risques, SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours, GEREP : Site de télédéclaration : <http://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/>

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, etc.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant

entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les voies de circulation sont entièrement goudronnées ou revêtues. Toutes les dispositions sont prises afin que le site ne soit pas à l'origine d'émissions diffuses et d'envols de poussières.

Tout stockage à l'air libre de produits susceptibles d'émettre des poussières diffuses est interdit.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits

est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et progressive.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Une chaudière gaz	900 kW	Gaz naturel	chauffage hors gel

ARTICLE 3.2.3 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

La hauteur de cheminée ne peut être inférieure à 10 m ; elle est déterminée par les formules préconisées par les textes ou déterminée au vu des résultats d'une étude de dispersion des gaz adaptée au site lorsque les flux de polluants sont importants ou lorsque les installations sont situées près d'obstacles.

Le nombre de points et de rejets sera aussi limité que possible.

ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Conduit n° 1	
Paramètres	Concentration (mg/Nm ³)
Teneur en O ₂ de référence	3%
NOx en équivalent NO ₂	100
CO	100

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE 3.3 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

ARTICLE 3.3.1 AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Conduit N° 1	
Paramètres	Fréquence
Teneur en O ₂ de référence	Annuelle
NOx en équivalent NO ₂	Annuelle
CO	Annuelle

Les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.2.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal journalier (m ³ /j)
Réseau public	Saint-Martin-de-Crau	4380	12

ARTICLE 4.2.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX EN NAPPE

Aucun prélèvement d'eaux en nappe n'est effectué.

ARTICLE 4.2.3 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

ARTICLE 4.2.3.1 *Protection des eaux d'alimentation*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.3 PRESCRIPTIONS EN CAS DE SECHERESSE

ARTICLE 4.3.1 ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS DE PRÉLÈVEMENT EN CAS DE SÉCHERESSE

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département des Bouches-du-Rhône.

Pour les usages de l'eau domestique, l'exploitant est a minima soumis aux règles générales des usages de l'eau définis le cas échéant par un arrêté préfectoral en cas de situation d'alerte ou de crise concernant le département des Bouches-du-Rhône.

CHAPITRE 4.4 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions du CHAPITRE 4.5 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.4.2 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.4.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.4.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.4.4.1 *Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Des capacités de confinement étanches doivent pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les dispositifs d'isolement des capacités susceptibles de contenir des eaux d'extinction incendie doivent être commandables à distance.

CHAPITRE 4.5 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.5.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le refroidissement) ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, etc.

ARTICLE 4.5.2 COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.5.3 GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment) et pour supprimer les eaux stagnantes à l'origine de prolifération de moustiques.

ARTICLE 4.5.4 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.5.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents, générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures
Exutoire du rejet	Bassins de rétention étanches B1-1 et B1-2 puis fosse (cf ci-dessous)
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur	Fosse exutoire du site en amont de la buse DN 1000 mm de franchissement de la bretelle d'accès à la voie rapide

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries
Exutoire du rejet	6 bassins de rétention étanches de 32 770 m ³ puis fosse (cf ci-dessous)
Traitement avant rejet	Séparateurs à hydrocarbures « centre » et « ouest » en amont des bassins
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fosse exutoire du site en amont de la buse DN1000 mm de franchissement de la bretelle d'accès à la voie rapide

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux incendie
Exutoire du rejet	Quai de chargement/déchargement de 2 254 m ³
Traitement	Pompage pour traitement par filière spécialisée

L'objectif des aménagements est de collecter les eaux de ruissellement du site au moyen d'un réseau pluvial enterré et de les véhiculer vers les bassins de rétention connectés en série présentant un volume total de 32 770 m³ selon deux cheminements :

- voiries et parkings : réseau enterré spécifique muni de dispositifs de séparation des hydrocarbures : séparateur hydrocarbures « ouest » permettant de traiter 40 l/s et séparateur hydrocarbures « centre » permettant de traiter 170 l/s. Ces séparateurs sont munis d'une alarme réglée pour se déclencher lorsque le volume d'hydrocarbures retenus atteint 50 % de la capacité totale du dispositif, de façon à préserver un volume de rétention minimal de 0,5 m³ en toute occasion ; chaque séparateur est muni d'un by-pass de capacité minimale au moins égale au débit décennal ;
- toitures ; rejet direct dans les bassins B1-1 et B1-2. Le débit de rejet a été calculé à 47,5 l/s. Le bassin B1-1 est donc muni d'une station de pompage de capacité nominale 47,5 l/s (170 m³/h) constituée d'une fosse de relevage étanche toujours en eau, dans laquelle sont installées deux pompes de 47,5 l/s de façon à pouvoir à chaque instant disposer d'une pompe de secours. Le rejet dans la fosse exutoire du site en amont de la buse DN1000 mm de franchissement de la bretelle d'accès à la voie rapide se fait conformément aux critères qualitatifs de rejets fixés à l'article 4.5.12 du présent arrêté.

LES EAUX VANNES SONT REJETÉES DANS LE RÉSEAU COMMUNAL DE SAINT MARTIN DE CRAU.

ARTICLE 4.5.6 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

ARTICLE 4.5.6.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

ARTICLE 4.5.6.2 Aménagement

ARTICLE 4.5.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.5.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.5.7 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.5.8 GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux d'un accident ou d'un incendie sont collectées dans les installations et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le réseau d'eaux pluviales dans les limites du respect des valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté.

ARTICLE 4.5.9 VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.5.10 VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

ARTICLE 4.5.11 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.5.12 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Références des rejets vers le milieu récepteur : N° 1 et 2 (Cf. repérages des rejets de l'ARTICLE 4.5.5)

Paramètres	Code SANDRE	Concentrations maximales (mg/l)
Hydrocarbures totaux	7007	5
DBO ₅	1324	100
DCO	1096	300
MEST	1305	30

CHAPITRE 4.6 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

ARTICLE 4.6.1 RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'ARTICLE 4.2.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

ARTICLE 4.6.2 FRÉQUENCES ET MODALITÉS DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS AQUEUX

Au minimum les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

Autosurveillance du rejet n° 1 et 2 (cf ARTICLE 4.5.5)		
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Température	Prélèvement ponctuel	Au moins 1 fois par an
pH		
Couleur		
HCT		
DBO ₅		
DCO		
MEST		

Les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6 TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage

de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets
Emballages (papiers, cartons)	15 01 01
Plastiques	15 01 02
Palettes	15 01 06
Ordures ménagères	20 03 01
Boues (séparateur hydrocarbures)	13 05 02
Huiles usagées	13 00 00
Chiffons souillés	15 02 02
Batteries Plomb	16 06 01
Batteries Ni-Cd	16 06 02

CHAPITRE 5.2 AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

ARTICLE 5.2.1 AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 5.2.2 DÉCLARATIONS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP).

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1 IDENTIFICATION DES PRODUITS

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement n° 1272/2008, dit CLP).

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

ARTICLE 6.1.2 ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 6.2.1 SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive n° 98/8 et du règlement n° 528/2012 ;
- qu'il respecte les interdictions du règlement n° 850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n° 1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.2.2 SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.2.3 SUBSTANCES À IMPACTS SUR LA COUCHE D'OZONE (ET LE CLIMAT)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n° 1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n° 517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 7.1.2 VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Pendant les opérations de chargements et déchargements de camions, les moteurs des véhicules sont arrêtés ou relié à des dispositifs d'alimentation externes en cas de véhicules frigorifiques.

ARTICLE 7.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Zone à émergence réglementée : zone d'habitation dans laquelle le niveau d'émergence est réglementé. L'émergence correspond à la différence entre le niveau de bruits des installations en fonctionnement et le niveau de bruit des installations à l'arrêt. La mesure est faite au niveau de la zone d'habitation.

ARTICLE 7.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

ARTICLE 7.3.1 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

ARTICLE 7.4.1 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- l'ensemble des éclairages extérieurs utilise de la technologie LED ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 8.1.1 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des stockages et des ateliers si existants indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 8.1.2 ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.3 PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 8.1.4 CONTRÔLE DES ACCÈS

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance est assurée en permanence. En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

ARTICLE 8.1.5 CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 8.1.6 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, les Mesures de Maîtrises des Risques (MMR), retenues en application de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

L'exploitant garantit la performance et le niveau de confiance des MMR décrites dans son étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 8.2.1 GLOSSAIRE

R : résistance mécanique ou stabilité au feu.

E : étanchéité aux gaz et flammes.

I : isolation thermique.

Suivi de la durée en minute (exemple : R 60 = résistant au feu pendant 60 minutes).

Axsxdx : classification européenne selon la norme française et européenne 13501-1+A1.

ARTICLE 8.2.2 COMPORTEMENT AU FEU

La stabilité au feu de la structure de l'entrepôt est R 60.

Cellules 1 à 3 :

Structure :	La stabilité au feu (SF) de la structure principale des cellules de stockage, poteaux et poutres, sera de R60 L'ossature du bâtiment est réalisée à partir de composants industriels en béton ou en lamellé collé : poteaux, poutres, fermes, pannes, assemblés de façon à constituer un ensemble autostable.
Murs séparatifs :	Entre cellule REI 240 avec dépassement en toiture de 1 m et en façades de 1 m et bande de protection en toiture sur 5 m de part et d'autre de classe A2s1d1. Entre cellule et bureau / local de charge : REI 120
Murs extérieurs :	Les façades seront réalisées : - façade côté quai : bardage métallique double peau avec soubassement béton sur une hauteur de 3,40 m pour une hauteur totale de 14,50 m, - façades autres : écran thermique 2 heures.
Couverture :	L'ensemble satisfait la classe et l'indice Broof (t3) les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2s1d0.
Portes de communication :	Portes coupe-feu EI 120 avec fermeture automatique sur détection incendie
Sols :	Béton

Autre locaux :

Murs séparatifs :	REI 120
Porte coupe-feu :	Porte coupe-feu EI2 120 C

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs sauf pour les murs séparatifs REI 240, les portes peuvent être de degré coupe-feu 120.

Le degré de résistance au feu des murs séparatifs sera indiqué au droit de ces murs, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.2.3 CHAUFFAGE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;

- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé uniquement dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention et des bureaux de quais ... présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent ou sont situés.

ARTICLE 8.2.4 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

ARTICLE 8.2.4.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

ARTICLE 8.2.4.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation, l'accès au bâtiment, l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens, l'accès aux aires de stationnement des engins et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile de la voie permet, au minimum, le stationnement d'un engin et le passage d'un autre véhicule sans être inférieure à 6 m, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Cette configuration permettra aux engins de secours de stationner en fonction des aléas sur tout le linéaire du quai.

ARTICLE 8.2.5 DÉPLACEMENT DES ENGINS DE SECOURS À L'INTÉRIEUR DU SITE

La voie « engins » mentionnée à l'ARTICLE 8.2.4.2 permet le croisement des engins de secours.

ARTICLE 8.2.5.1 Mises en station des moyens aériens

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin.

Ces aires sont positionnées au droit des murs coupe-feu séparant deux cellules, à défaut elles sont déportées.

Les murs coupe-feu séparant une cellule d'autres cellules sont équipés de moyens fixes permettant d'assurer leur refroidissement (colonnes sèches formant écran d'eau au-dessus de tous les murs coupe-feu entre chaque cellule). Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10% ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;

- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

ARTICLE 8.2.5.2 Mises en station des engins

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ».

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

ARTICLE 8.2.6 ÉTABLISSEMENT DU DISPOSITIF HYDRAULIQUE DEPUIS LES ENGINS

À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.

ARTICLE 8.2.7 DÉSENFUMAGE

Les locaux à risque incendie, y compris les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et à une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieur ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle du système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

ARTICLE 8.2.8 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- de 7 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau incendie. Le débit requis calculé selon l'application stricte de la règle D9 est de 540 m³/h pendant 2 heures. Ce débit sera atteint avec 5 poteaux incendie normés à 120 m³/h à 1 bar en simultané (l'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente). Ce débit est assuré par le réseau d'eau brute qui permet de fournir 540 m³/h à 1 bar en limite de site. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;
- d'un dispositif d'extinction automatique (constitué d'un réseau de sprinklers alimenté par une ou plusieurs réserves d'eau autonomes via deux groupes motopompes indépendants) conforme à un référentiel reconnu ;
- de RIA implantés dans les 3 cellules ;
- de colonnes sèches mises en toiture des murs séparatifs entre les cellules de stockage pour permettre de refroidir la toiture (débit de 95 m³/h/colonne sèche). Ces colonnes sèches sont directement alimentées par le réseau d'eau potable du site qui permet de fournir un débit de 190 m³/h ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'implantation définitive des poteaux incendie, des colonnes sèches, des RIA et le nombre d'extincteurs sont validés avant leur réalisation par le service prévision des sapeurs-pompiers de Saint Martin de Crau.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant procède à un test des réseaux incendie dont le protocole d'essai sera établi en accord avec l'inspection des installations classées afin de s'assurer que les débits et les pressions nominaux sont bien disponibles sur le site.

Cet essai est sanctionné par une attestation démontrant la conformité à la norme NFS 62.200 et précisant les débits et les pressions obtenus.

Dans le cas où les valeurs de débit et pression prescrites plus haut ne seraient pas atteintes, une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 1 200 m³ sera implantée sur le site permettant d'obtenir les objectifs cités plus haut au présent article.

Cette réserve d'eau est accessible en toutes circonstances et positionnée à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Elle est équipée de deux pompes de 350 m³/h chacune secourues par un groupe électrogène qui alimentent le réseau incendie. Cette réserve est constituée de clarinette de réalimentation du réseau incendie. Une voirie de 4 m de large et 3 aires d'aspiration de 32 m² complètent l'installation de cette réserve.

L'exploitant est en mesure de fournir l'émulseur nécessaire sur un sinistre à la demande des services d'incendie et de secours.

Une astreinte d'un équipier technique d'intervention pour la gestion du système sprinkler et mise en place.

L'accueil et le guidage des secours doit se faire par du personnel qualifié en permanence ainsi qu'en dehors des heures d'ouvertures.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

L'exploitant transmet annuellement au Préfet la justification de la disponibilité des débits d'eau.

ARTICLE 8.2.9 TUYAUTERIES

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 8.2.10 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE (PDI)

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.

Le Plan de Défense Incendie intègre les exigences définies au point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'ARTICLE 8.2.7 ;

- la localisation des interrupteurs centraux prévus à l'ARTICLE 8.3.2 ;
- les mesures prévues au TITRE 8 - ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est tenu à jour.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 8.3.1 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'ARTICLE 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

ARTICLE 8.3.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans les locaux, à proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 8.3.3 VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

Les conduits de ventilation traversant sont munis de clapets, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 8.3.4 SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'ARTICLE 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

ARTICLE 8.3.5 INDISPONIBILITÉ TEMPORAIRE DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE – MAINTENANCE

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.4.1 RETENTIONS ET CONFINEMENT

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

III. Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes à l'installation.

Les orifices d'écoulement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre sont munis de système d'obturation en position fermée par défaut et actionnables en toutes circonstances. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.5.1 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 8.5.2 TRAVAUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées à l'ARTICLE 8.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.3 VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 8.5.4 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'ARTICLE 4.4.4.1 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 9.1 ENTREPÔT

ARTICLE 9.1.1 IMPLANTATION

Les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).

Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

À l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

ARTICLE 9.1.2 COMPORTEMENT AU FEU

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorisent pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt et en sus des dispositions du CHAPITRE 8.2 du présent arrêté, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées, ils sont de la classe d0 ;
- Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2 ;

- Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré REI 120, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

Les justificatifs attestant des prescriptions du présent point sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.1.3 COMPARTIMENTAGE ET AMÉNAGEMENT DU STOCKAGE

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie (2 cellules de 12 000 m² et 1 cellule de 6 000 m²).

Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif et en sus des dispositions du CHAPITRE 8.2 du présent arrêté, les cellules doivent respecter notamment les dispositions suivantes :

- les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Excepté pour les murs séparatifs REI 240 entre cellule qui disposent de portes EI 120 ;
- les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

La taille des surfaces des cellules de stockage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

Tout stockage de matières plastiques pouvant engendrer un zonage ATEX (atmosphère explosive) est interdit du fait de la présence de panneaux photovoltaïques.

ARTICLE 9.1.4 MATIÈRES DANGEREUSES

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés :

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en paletier, pour les liquides inflammables est limitée à :
 - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;

- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Ces produits feront l'objet d'une note d'organisation spéciale au vu de leur stockage notamment pour éviter toute incompatibilité.

ARTICLE 9.1.5 STOCKAGE EN MASSE

Les matières conditionnées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- Distance entre deux îlots : 2 mètres minimum.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m devra être respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance sera augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

ARTICLE 9.1.6 STOCKAGE EN RACK

Les stockages sont définis comme suit :

- stockage de produits combustibles sur 6 hauteurs (R+5).

ARTICLE 9.1.7 DÉTECTION INCENDIE

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

ARTICLE 9.1.8 DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION DE L'ENTREPÔT

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

CHAPITRE 9.2

CHAPITRE 9.3 LOCAL DE CHARGE

ARTICLE 9.3.1 IMPLANTATION

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété.

ARTICLE 9.3.2 COMPORTEMENT AU FEU

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

ARTICLE 9.3.3 ACCESSIBILITÉ

Les locaux de charge des batteries sont accessibles depuis des allées laissées libres en toutes circonstances à partir de la cellule n° 1.

Une signalétique adaptée permet de localiser rapidement les accès aux locaux de charge.

ARTICLE 9.3.4 VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. En cas de ventilation mécanique, le débit d'extraction est donné par la formule :

$$Q = 0,05 \, n \, I$$

Q = débit minimal de ventilation (en m³/h), I = courant d'électrolyse (en A), n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

ARTICLE 9.3.5 SEUIL DE CONCENTRATION LIMITE EN HYDROGÈNE

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme à la fois sonore et visuelle.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

TITRE 10 - SYSTEME D'ECHANGE DE QUOTAS CO₂

Sans objet.

TITRE 11 - EPANDAGE

Sans objet.

TITRE 12 - DEROGATION À L'INTERDICTION DE DESTRUCTION DE SPÉCIMENS ET D'HABITATS D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES (L. 411-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

CHAPITRE 12.1 NATURE DE LA DÉROGATIONS

Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 1.1.1, la dérogation porte, conformément aux formulaires CERFA susvisés, sur :

Espèces concernées (Nom scientifique)	Description des impacts résiduels
Insecte (1 espèce)	
Diane (<i>Zeynthia polyxena</i>) [espèce potentielle]	Destruction directe d'individus mais non quantifiable (~50) / Destruction d'habitats favorables (environ 0,13 ha).
Amphibiens (4 espèces)	
Rainette méridionale (<i>Hyla meridionalis</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (1 à 10).
Crapaud épineux (<i>Bufo spinosus</i>)	Destruction directe d'individus (non évaluable).
Crapaud calamite (<i>Epidalea calamita</i>)	Destruction directe d'individus (non évaluable).
Grenouille rieuse (<i>Pelophylax cf. ridibundus</i>)	Destruction directe d'individus (1 à 10).
Reptiles (3 espèces)	
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (estimation entre 10 et 50 individus) / Destruction d'habitats (environ 20 ha).
Couleuvre de Montpellier (<i>Malpolon monspessulanus</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (1 à 10) / Destruction d'habitats (environ 20 ha).
Couleuvre à collier helvétique (<i>Natrix helvetica</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (1 à 10) / Destruction d'habitats (environ 20 ha).
Avifaune (12 espèces)	
Pic vert (<i>Picus viridis</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (1 à 25) / Destruction d'habitats d'alimentation et de reproduction (environ 20 ha).
Rougequeue noir (<i>Phoenicurus ochruros</i>)	
Hypolaïs polyglotte (<i>Hippolaïs polyglotta</i>)	
Fauvette mélanocéphale (<i>Sylvia melanocephala</i>)	

Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)	
Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>)	
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)	
Choucas des tours (<i>Corvus monedula</i>)	
Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)	
Serin cini (<i>Serinus serinus</i>)	
Verdier d'Europe (<i>Carduelis chloris</i>)	
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>)	
Mammifères (5 espèces)	
Pipistrelle pygmée (<i>Pipistrellus pygmaeus</i>)	Destruction directe d'individus/dérangement d'individus (non quantifiable). Risque de destruction d'habitat : 2 arbres gîte potentiels.
Noctule de Leisler (<i>Nyctalus leisleri</i>)	
Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>)	
Pipistrelle de Kuhl (<i>Pipistrellus kuhlii</i>)	
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)	Destruction directe et dérangement d'individus (1 à 10) / Destruction d'habitats de gîte (environ 10 ha) et d'habitat de transit et d'alimentation (environ 20 ha).

Les atteintes aux espèces et habitats concernés seront exclusivement effectuées dans le cadre du chantier de l'aménagement visé à l'article 1.1.1.

CHAPITRE 12.2 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVIS

Conformément aux propositions contenues dans sa demande de dérogation et son mémoire complémentaire susvisés, le maître d'ouvrage met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent (actions détaillées dans le dossier technique et le mémoire susvisés).

Le chiffrage global de ces mesures est évalué à environ 344 900 euros. Les objectifs de résultats de ces mesures, en termes d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, l'emportent sur les objectifs de moyens. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs. Les modifications des actions sont soumises à validation préalable de l'administration.

ARTICLE 12.2.1 MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION DES IMPACTS

Ces mesures sont présentées au § 6. p. 152 à 169 du dossier technique. Une cartographie des mesures, extraite du dossier de demande de dérogation, figure en annexe 1.

Mesure E1 - Évitement de la haie d'arbres située au nord-est de la zone d'implantation du projet délimitation d'une zone de quiétude en faveur de l'avifaune et de l'herpétofaune.

Le bénéficiaire devra adapter son projet pour éviter la haie arborée située en limite nord-est de la zone d'implantation du projet, tel que présenté par le maître d'ouvrage dans son dossier technique susvisé et localisé en annexe 1.

Ce secteur est mis en défens de façon temporaire pendant toute la phase des travaux par le biais d'une clôture de chantier.

Mesure E2 - Évitement d'une partie de la zone d'implantation du projet, délimitation d'une zone de non-intervention sur la station potentielle de reproduction de la Diane, et ensemencement de l'Aristolochie à feuilles rondes.

Le pétitionnaire a adapté son projet pour préserver une station de reproduction de la Diane (station de sa plante-hôte, l'Aristolochie à feuilles rondes) via la modification du plan de masse (recul de 8,50 m du bâtiment B) et mise en défens avant les travaux. Le pétitionnaire devra également prévoir l'ensemencement d'Aristolochie à feuilles rondes sur 500 m², voire transplantation de pieds concernés par l'emprise le cas échéant.

Ce secteur est mis en défens de façon temporaire pendant toute la phase des travaux par le biais d'une clôture de chantier.

Mesure R1 : Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces à enjeux.

Les travaux lourds (sondages archéologiques, dessouchage, débroussaillage réglementaire, terrassement, construction des ouvrages, etc.), devront être réalisés entre début septembre et fin février, détaillées en annexe 1. Les travaux devront être menés sans interruption afin d'éviter tout risque de colonisation du chantier par des taxons protégés et/ou réglementaires.

En cas de pause du chantier, en période de reproduction de l'avifaune, le passage d'un écologue est effectué avant le redémarrage, de façon à s'assurer de l'absence d'espèces reproductrices sur site. Le rapport de visite de l'écologue incluant ses préconisations pour la reprise du chantier est tenu à la disposition de la DREAL PACA.

Mesure R2 : Défavorabilisation écologique en faveur du cortège herpétologique.

Les ronciers devront être débroussaillés manuellement (débroussailleuse à fil, voire à disque) entre septembre et début octobre, précédant la réalisation des travaux, en procédant par coupe progressive. Cette opération devra être réalisée en suivant un itinéraire qui balaye la zone en lignes droites.

Mesure R3: Limitation et adaptation de l'éclairage – évitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris.

En phase chantier, les travaux ne sont pas autorisés à se dérouler de nuit. Un éclairage adapté est admis en début et fin de journée en période hivernale sous réserve du respect de la réglementation en vigueur (cf. arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses).

En phase exploitation les éclairages sont autorisés sur les zones localisées en annexe 1.

Les éclairages devront être mis en oeuvre selon les prescriptions suivantes :

- limiter l'éclairage permanent au strict nécessaire et mettre en priorité des dispositifs automatisés à détection d'activité (supprimer les éclairages inutiles) ;
- réduire le nombre de points d'éclairage et l'intensité à partir de 21h00 (tous en respectant les obligations liées à l'article R.4223-4 du code du travail) ;

- installer uniquement des lampes à faisceaux concentrés et orientés vers le sol (interdiction de toute émission lumineuse au-dessus de l'horizon) ;

- utiliser des lampes orangées plutôt que de lampes à lumière blanche. Les lampes Sodium Basse Pression (SBP), mono-chromatique (longueur d'onde ≈ 580 nm) seront privilégiées. Néanmoins, le choix de LED répond aux mêmes objectifs que les lampes SBP à condition de choisir des LED ambrées présentant un spectre limité aux longueurs d'onde autour de 590 nm lorsque cela est compatible avec les obligations liées à l'article R.4223-4 du code du travail.

Mesure R4 : Création d'une haie arborée occultant sur un linéaire de 955 mètres.

En limite sud du projet, le bénéficiaire devra planter une haie diversifiée de 775 mètres (un linéaire arboré, complété d'un linéaire buissonnant) visant à occulter les éclairages issus des bâtiments à proximité et à renforcer les effets lisières appréciés par les chiroptères pour se déplacer et s'alimenter au sein de la zone d'étude. Cette haie sera à planter le long des voiries desservant les deux bâtiments logistiques, en façade sud. La haie devra se trouver à une distance comprise entre 60 et 120 mètres des bâtiments éclairés.

En parallèle du linéaire de platanes existant à l'ouest du projet, le bénéficiaire devra également planter une haie arbustive/buissonnante de 180 mètres visant à améliorer le corridor existant.

Mesure R5 : Adaptation des bassins de rétention pour la faune sauvage.

Lors de la création des bassins artificiels, le bénéficiaire devra mettre en place des échappatoires pour la faune selon les prescriptions suivantes :

- les ouvrages hydrauliques (bassins ou cunettes) recouverts de membranes plastiques et ne pouvant être végétalisés devront être équipés d'échappatoires à faune sous forme de bandes rugueuses textiles ou en filets lestés en bordure de bassin (5x5 mm) d'une largeur minimale de 1 m, lestés en fond de bassin par un plot en béton et solidement accrochés en haut de berge. Ce type de dispositif devra être positionné tous les 10 m sur les berges des ouvrages hydrauliques afin d'assurer la sortie de la faune ;

- les clôtures entourant les bassins végétalisés seront rendues perméables à la faune par la création de trouées de 20x20 cm au ras du sol ou une surélévation du grillage.

Le bon état des échappatoires à faune devra être contrôlé a minima une fois par an et au besoin remplacé en cas de dégradations.

Mesure R6 : Abattage de « moindre impact » des deux arbres gîtes potentiels concernés par l'emprise.

Deux arbres susceptibles de servir de gîtes à des chiroptères et localisés en annexe 1 sont abattus en septembre ou octobre selon les modalités suivantes :

- chaque fois qu'un arbre susceptible d'accueillir des chiroptères devra être abattu, un audit aura lieu par un chiroptérologue afin de confirmer ou non la présence de chauves-souris. Toutes les cavités potentiellement fréquentées par des chiroptères seront équipées d'un dispositif empêchant l'accès de ces dernières et permettant aux individus éventuellement présents à l'intérieur de sortir. Si la présence de chiroptères est avérée dans l'arbre, l'abattage devra être reporté. En cas de non-détection de chiroptères, l'abattage devra avoir lieu en fin de journée.

- l'abattage est réalisé progressivement : coupe des branches, puis du tronc. Les différents éléments sont déposés délicatement sur le sol et laissés sur place pendant au moins 48 heures. Ils peuvent ensuite être déplacés, mais restent à proximité.

- un chiroptérologue est présent sur le chantier pendant toute la durée de la mise en oeuvre de cette mesure.

ARTICLE 12.2.2 MESURE COMPENSATOIRE EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

Cette mesure est décrite au § 10. p. 141 à 151 du dossier technique et aux pages 26 à 31 du mémoire en réponse.

Considérant l'impact résiduel sur les espèces animales protégées et sur leurs habitats, le bénéficiaire met en œuvre, pour une surface de 61,5 ha, une restauration puis un entretien de milieux naturels favorables aux espèces visées par la dérogation, sur les terrains localisés sur la carte en annexe 2. Les mesures de gestion devront être appliquées pendant une durée de 30 ans à compter de la validation du plan de gestion.

Les compensations sont appliquées sur les parcelles suivantes dont le bénéficiaire est propriétaire :

N°	Localisation de la mesure	Objectifs de la mesure de compensation	Surface
Mesure C1A	Commune de Saint-Martin-de-Crau, section OD, parcelle 1483 (pour partie)	Rétrocession, mise en protection et gestion conservatoire de cet espace	18,5 ha
Mesure C1B	Commune de Saint-Martin-de-Crau parcelles 1483 (pour partie) et 1293 (pour partie)	Mise en protection et gestion conservatoire de cet espace	43 ha

Considérant l'impact résiduel de l'aménagement sur les espèces animales protégées et sur leurs habitats, l'exploitant met en œuvre les mesures de compensation selon les modalités suivantes :

Mesure C1 – Mise en protection et gestion conservatoire d'un espace de 61,5 ha.

Le maître d'ouvrage devra rédiger et mettre en œuvre, sur 30 ans, un plan de gestion écologique favorable à la biodiversité (en particulier au titre des espèces impactées par le projet), intégrant un suivi régulier et une évaluation de son efficacité (cf. mesures C1A-B).

Les mesures de gestion appliquées devront comprendre les actions suivantes :

Mesure C1A – Elaboration et suivi d'un plan de gestion global sur le secteur de compensation à proximité du Bois de Leuze.

Pour l'application technique des mesures, un plan de gestion des parcelles compensatoires, localisées sur la carte en annexe 2, devra être établi, et soumis à validation suivant les termes de l'article 5, au plus tard le 31 décembre 2021. Il comprendra notamment un état initial naturaliste des terrains compensatoires, à partir de prospections de terrain spécifiques réalisées au plus tard en 2021, suivant des méthodes et protocoles de prospection permettant une évaluation fiable des espèces présentes avant restauration. Ces méthodes et protocoles seront mis en œuvre à nouveau après restauration afin d'établir un bilan de l'efficacité de la gestion, pour l'ensemble des groupes d'espèces visées par la présente dérogation.

La combinaison des bonnes pratiques de pâturage, l'enlèvement des déchets (hors déchets verts) et la création de gîtes à reptiles seront de nature à améliorer les capacités d'accueil pour la faune et de favoriser l'expression de la flore patrimoniale, devront apporter un gain net en termes de biodiversité.

Mesure C1B – Elaboration et suivi d'un plan de gestion global sur le secteur de compensation du Bois de Leuze.

Pour l'application technique des mesures, un plan de gestion des parcelles compensatoires, localisées sur la carte en annexe 2, devra être établi, et soumis à validation suivant les termes de l'article 5, au plus tard le 31 décembre 2021. Il comprendra notamment un état initial naturaliste des terrains compensatoires, à partir de prospections de terrain spécifiques réalisées au plus tard en 2021, suivant des méthodes et protocoles de prospection permettant une évaluation fiable des espèces présentes avant restauration. Ces méthodes et protocoles seront mis en œuvre à nouveau après restauration afin d'établir un bilan de l'efficacité de la gestion, pour l'ensemble des groupes d'espèces visées par la présente dérogation.

ARTICLE 12.2.3 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI

Les résultats de la mesure de compensation (article 12.2) font l'objet de mesures de suivi pour s'assurer de l'efficacité de ces actions pour la conservation et le développement des populations d'espèces protégées visées par la dérogation. Le §11 et 12 p.151-153 du dossier technique précise les mesures d'accompagnement, les objectifs des suivis et les méthodes à mettre en œuvre.

Les mesures d'accompagnement à mettre en oeuvre sont listées ci-dessous :

Mesure I1 – Absence d'utilisation de traitements phytosanitaires biocides et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu.

Dans le cadre de l'entretien courant des espaces libres autour de la plateforme logistique (lot 1 non bâti, haie préservée dans le cadre de E1, linéaire de Platanes hors emprise à l'ouest, haie occultante plantée au sud dans le cadre de R3, et tout autre espace extérieur non goudronné), tout traitement phytosanitaire (fongicide, insecticide, pesticide, désherbant) est interdit, et par extension tout produit polluant ou bien susceptible d'impacter négativement le milieu.

Mesure A1 – Mise en place d'une centrale photovoltaïque en toiture des bâtiments logistiques et d'ombrières de parkings en panneaux photovoltaïques.

Le bénéficiaire devra installer une centrale photovoltaïque en toiture sur l'ensemble des bâtiments et devra également installer des ombrières de parkings en panneaux photovoltaïques.

Mesure A2 – Mise en place d'un arrêté préfectoral de protection de biotope.

Le bénéficiaire doit mettre en place d'un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) sur la totalité des parcelles compensatoires susvisés. Le bénéficiaire doit remettre à la DREAL, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier technique (rapport, projet d'arrêté, plans cadastraux) permettant son instruction administrative.

Mesure ST1 – Suivi des mesures et audits de chantier.

Le suivi et l'encadrement écologique du chantier sont assurés par un écologue, en collaboration avec le maître d'ouvrage, dès le démarrage du chantier. Il veille à la mise en oeuvre de l'intégralité des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.

Ce suivi repose a minima sur les modalités suivantes :

- l'écologue met en oeuvre le balisage des secteurs mis en défens et l'implantation des différents dispositifs mis en place en faveur des espèces animales ;

- au début de la phase de travaux, il met en place des réunions afin de présenter et de localiser les mesures d'évitement et de réductions spécifiques pour la faune et la flore aux différentes équipes amenées à intervenir sur le chantier ;

- il apporte un appui technique au responsable de chantier ;

- il travaille en collaboration avec les équipes du maître d'ouvrage pour la mise en oeuvre des mesures compensatoires et des mesures d'accompagnement.

Il s'assure de la traçabilité des différentes actions et de leur restitution dans un rapport annuel de suivi de chantier.

Mesure Sa1 – Suivi de la reconquête des espèces dans la zone d'étude.

Ce suivi concerne la flore, insectes, amphibiens, reptiles, avifaune, mammifères sur la zone concernée par le projet.

- Périodicité : 2 passages par compartiment par année de suivi, complétés d'un passage nocturne en période printanière pour l'observation de la batrachofaune ;

- Fréquence / durée : le suivi devra être réalisé sur une durée minimale de 30 ans (années N+1 ; N+2 ; N+3 ; N+4 ; N+5 ; N+8, N+11, N+14, N+17, N+20, N+23, N+26, N+29).

Mesure Sa1 bis – Suivi du maintien de la station d'Aristolochie à feuilles rondes et de la Diane.

Un suivi plus approfondi de la station d'Aristolochie à feuilles rondes, et le cas échéant de la Diane est mis en place sur la zone concernée par le projet.

- modalités : prospection nocturne par points d'écoute suivie d'une prospection diurne pour localiser les nids puis vérification du succès de la reproduction ;

- périodicité : 1 passage annuel au mois de mai ;

- fréquence / durée : le suivi devra être réalisé sur une durée minimale de 30 ans (années N+1 ; N+2 ; N+3 ; N+4 ; N+5 ; N+8, N+11, N+14, N+17, N+20, N+23, N+26, N+29).

Mesure SC1 – Suivi des parcelles compensatoires pendant 30 ans.

- périodicité : 2 passages par compartiment par année de suivi ;

- fréquence / durée : le suivi devra être réalisé sur une durée minimale de 30 ans (années N+1 ; N+2 ; N+3 ; N+4 ; N+5 ; N+8, N+11, N+14, N+17, N+20, N+23, N+26, N+29).

Ce suivi devra permettre d'orienter les mesures de gestion, et de vérifier le succès des objectifs conservatoires fixés, à savoir maintien de la population d'oedicnème criard, reproduction de l'outarde canepetière, présence du bupreste de Crau, du lézard ocellé, et plus globalement préservation des fonctionnalités aux abords de la Zone industrielle du bois de Leuze.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes seront versées à la base de données SILENE (plate-forme régionale du SINP) par le maître d'ouvrage. Pour chaque lot de données, le maître d'ouvrage fournira à la DREAL l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILENE.

CHAPITRE 12.3 INFORMATION DES SERVICES DE L'ÉTAT ET PUBLICITÉ DES RÉSULTATS

Le maître d'ouvrage transmet sans délai à la DREAL PACA les données cartographiques relatives à l'aménagement et aux mesures prévues au chapitre 12.3, dans un format compatible avec l'outil cartographique GeoMCE déployé au niveau national pour le suivi de ces mesures.

Il informe la DREAL PACA et la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône (DDTM) du début et de la fin des travaux.

Le maître d'ouvrage et l'encadrant écologique sont tenus de signaler à la DREAL PACA et la DDTM des Bouches-du-Rhône les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Le maître d'ouvrage rend compte à la DREAL PACA sous la forme d'un rapport de synthèse (où les coûts estimatifs de ces mesures, par poste, sont présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites au chapitre 12.3, en janvier des années mentionnées à l'article 12.3.3) du chapitre 3 jusqu'à leur mise en œuvre complète.

Il adresse une copie des actes passés avec ses partenaires techniques ou scientifiques pour la mise en œuvre des mesures prescrites chapitre 12.3 et des bilans produits à la DREAL PACA pour information.

Les résultats des suivis et bilans peuvent être utilisés par la DREAL PACA afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

CHAPITRE 12.4 MODIFICATIONS OU ADAPTATIONS DES MESURES

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté sont validés par l'Etat. Il en est de même pour toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.

CHAPITRE 12.5 DURÉE DE VALIDITÉ DE LA DÉROGATION

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés à l'aménagement visé au chapitre 12.1, dans la limite de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

TITRE 13 - DEFRICHEMENT

Sans objet.

TITRE 14 - AUTORISATION D'EXPLOITER UNE INSTALLATION DE PRODUCTION D'ELECTRICITE

Sans objet.

TITRE 15 - AUTORISATION SPECIALE AU TITRE DES RESERVES NATURELLES NATIONALES

Sans objet.

TITRE 16 - AUTORISATION SPECIALE AU TITRE DES SITES CLASSEES OU EN INSTANCE

Sans objet.

TITRE 17 - ABSENCE D'OPPOSITION AU TITRE DES SITES NATURA 2000

Le porteur de projet s'est engagé sur l'application de l'ensemble des mesures décrites dans la version 3 du 02/08/2019 de l'évaluation appropriée des incidences Natura 2000, soit les mesures E1, E2, R1, R2, R3, R4, R5, R6, I1, C1, ST1, Sa1

TITRE 18 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

ARTICLE 18.1.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Marseille :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 18.1.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint-Martin-de-Crau et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Martin-de-Crau pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Saint-Martin-de-Crau ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 18.1.3 EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

Le Sous-Préfet d'Arles,

La société LA THOMINIERE,

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

La Directrice Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,

Le Maire de Saint-Martin-de-Crau,

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Le Chef du service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques, de Défense et de la Protection Civile,

Le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité,

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,

Et toute autorité de Police ou de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

11 MARS 2021

Pour le Préfet

La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE

TITRE 19 - ÉCHÉANCES

Articles	Types de mesure à prendre	Dates d'échéance
ARTICLE 1.3.1	Vérification de la conformité.	6 mois maximum suivant la mise en service.
ARTICLE 1.4.1	Construction des cellules.	3 ans maximum suivant la notification du présent arrêté.
ARTICLE 1.4.1	Caducité.	3 ans suivant la notification du présent arrêté.
ARTICLE 1.5.1	Dossier de demande de modifications.	Avant réalisation.
ARTICLE 1.5.4	Déclaration de changement d'exploitant.	3 mois maximum suivant le transfert.
ARTICLE 1.5.5	Déclaration de cessation d'activité.	3 mois minimum avant la date de cessation d'activité.
ARTICLE 2.4.1	Information des dangers et nuisances non prévus.	Sans délai.
ARTICLE 2.5.1	Information d'accident/incident.	Dans le meilleur délai.
ARTICLE 2.6.1	Dossier de l'installation.	Pendant 5 ans minimum.
CHAPITRE 3.3	Auto surveillance atmosphérique.	Pendant le fonctionnement de la chaudière.
ARTICLE 4.2.1 et ARTICLE 4.6.1	Relevé du compteur de prélèvement d'eau.	Hebdomadaire a minima.
ARTICLE 4.5.4	Nettoyage du séparateur à hydrocarbures.	2/3 de la hauteur atteinte ou 1 fois par an a minima.
ARTICLE 4.5.6.1	Autorisation de rejet dans le réseau public.	Sans délai.
ARTICLE 4.6.2	Auto surveillance des rejets aqueux.	Avant chaque rejet.
ARTICLE 5.1.6	BSD et justificatifs.	Pendant 5 ans.
ARTICLE 5.2.1	Registre des déchets.	Pendant 3 ans minimum.
ARTICLE 5.2.2	Déclaration des déchets (GEREP).	1 fois par an avant le 1 ^{er} avril.
ARTICLE 6.2.2	Mise à jour de la liste des substances de l'article 59 du règlement n° 1907/2006.	1 fois par an a minima.
ARTICLE 6.2.3	Information des équipements de réfrigération.	Sans délai.
ARTICLE 7.1.1	Mesure des niveaux sonores et des émergences.	3 mois maximum suivant la mise en service.
ARTICLE 8.2.8	Exercice incendie.	3 mois maximum suivant la mise en exploitation puis 1 fois tous les 3 ans a minima.
ARTICLE 8.2.10	Elaboration du P.D.I.	Sans délai suivant la mise en exploitation.
ARTICLE 8.2.10	Révision du P.D.I.	1 fois tous les 3 ans a minima et sans délai suivant une modification notable.
ARTICLE 8.2.10	Exercice P.D.I.	6 mois maximum suivant la mise en exploitation puis 1 fois par an a minima.
ARTICLE 8.3.2	Vérification des installations électriques.	1 fois par an a minima.
ARTICLE 9.1.8	Exercice d'évacuation.	3 mois maximum suivant la mise en exploitation puis tous les 6 mois a minima.
ARTICLE 12.1.2	Les mesures de gestion.	Pendant 30 ans à compter de la validation du plan de gestion.
ARTICLE 12.1.2	Plan de gestion écologique favorable à la biodiversité (en particulier au titre des espèces impactées par le projet), intégrant un suivi régulier et une évaluation de son efficacité (cf. mesures C1A-B).	Pendant 30 ans.

CHAPITRE 12.4	La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés à l'aménagement visé au chapitre 12.1.	Dans la limite de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.
---------------	---	--

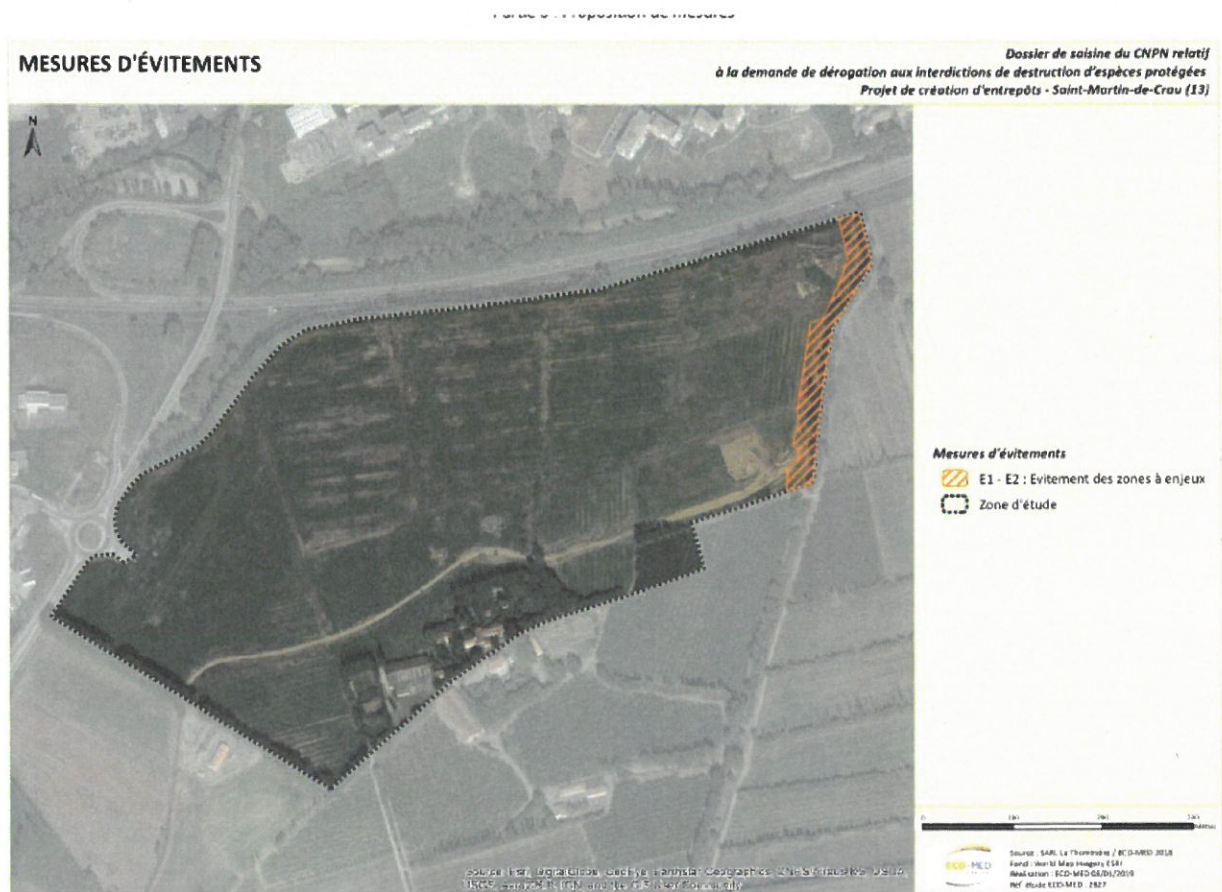
TITRE 20 - ANNEXES

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
 À L'ARRÊTÉ N° 2018-233 A
 DU 11 MARS 2021

ANNEXE I

Localisation/calendrier de réalisation des mesures d'évitement et de réduction

(source: cartographie extraite du dossier technique)



	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Abattage d'arbres												
Débroussaillage des ronciers												
Travaux de terrassement												
Autres travaux												

Période de début des travaux recommandée
 Période de début des travaux déconseillée

Carte 1 : Localisation des mesures d'évitement E1 et E2
 Calendrier 1 : Calendrier de la mesure R1

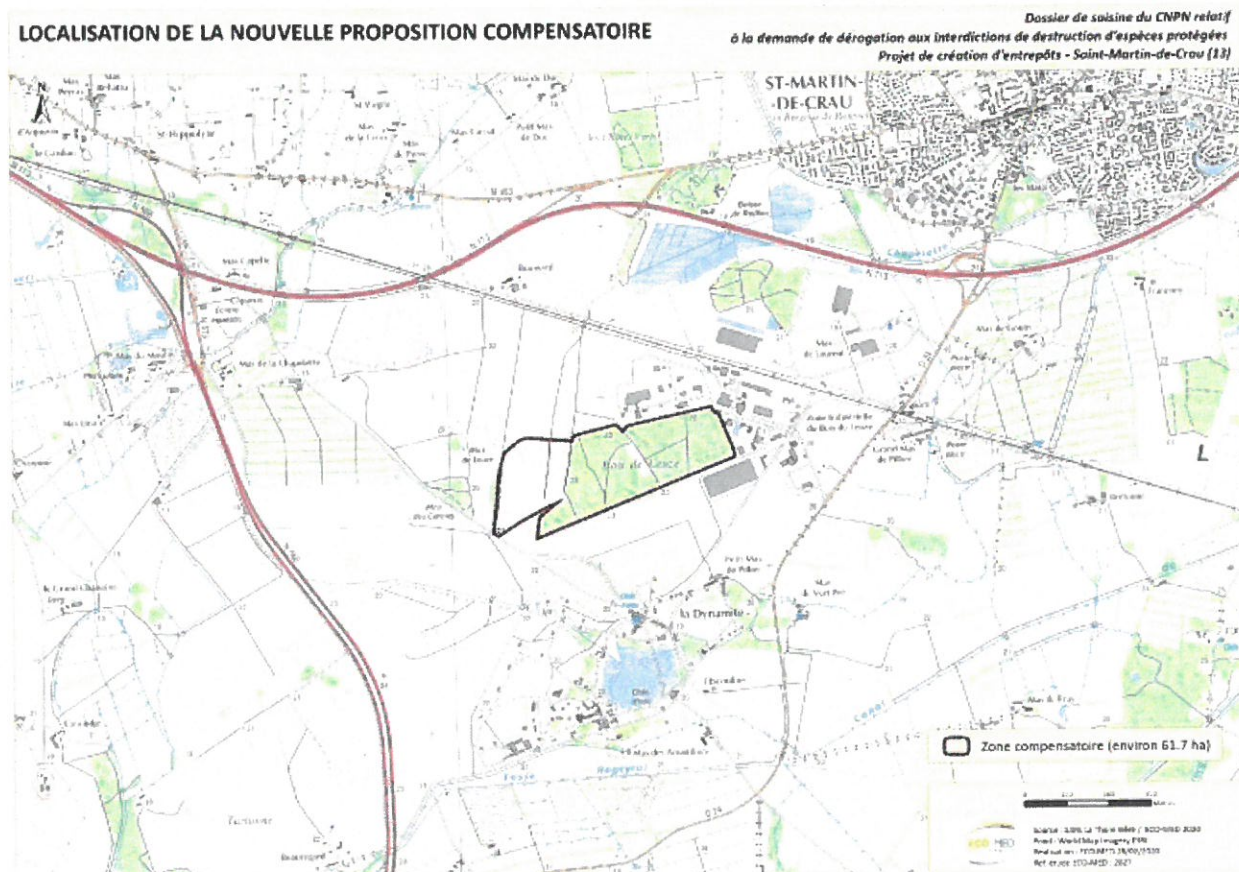
- Carte 2 : Localisation de la mesure de réduction R3



Vu POUR ÊTRE ANNEXÉ
À L'ARRÊTÉ N° 2018-233 A
DU 11 MARS 2021

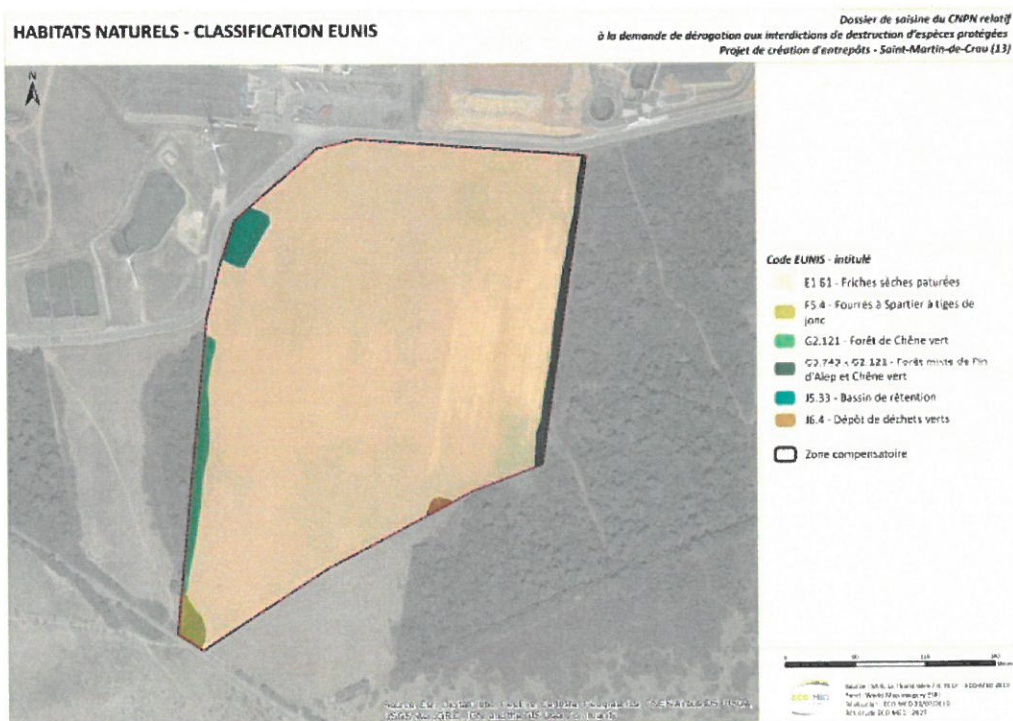
ANNEXE II

Localisation des sites de compensation



(source: cartographie extraite du dossier technique)

Carte 4 : Localisation des sites de compensation MC1 (A+B)



ANNEXE III

MESSAGE D'INFORMATION SUR ACCIDENT/OU INCIDENT

Date et heure du message :

Révision de la fiche : n°

Destinataires : DREAL (SPR) 04 88 22 64 00 boite mail : msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr DREAL (UD) 04 42 13 01 29 Préfet (Cabinet) SIDPC Mairie CHSCT	Autres Destinataires :
Usine : Unité : Commune :	Date de l'incident : Heure (de découverte):

Echelle de classement G/P de l'accident ou incident / Indices d'évolution

Niveau de Gravité G :

⚡ G 0 : Opération ou événement d'exploitation
⚡ G 1 : incident mineur d'exploitation
Sans conséquence sur le personnel
Peu de potentialité de risque –
Pas ou peu de conséquence sur l'environnement
Peu de dégâts matériels.

⚡ G 2 : Incident notable d'exploitation
Importante potentialité de risque
et/ou avec conséquence sur le personnel
et/ou avec conséquence sur l'environnement –
et/ou avec conséquence sur le matériel.

⚡ G 3 : accident grave d'exploitation
Avec conséquence sur le personnel
et/ou l'environnement –
et/ou le matériel

⚡ G 4 : Accident majeur
Avec conséquences
ou potentialité de conséquences graves à l'extérieur

Niveau de Perception P :

P 0 : Pas de perception à l'extérieur
P 1 : Peu de perception à l'extérieur du site
P 2 : Forte perception à l'extérieur.

Indice d'évolution

A : Situation maîtrisée, intervention terminée, conséquences identifiées, pas de suite prévisible

B : Situation maîtrisée, intervention terminée ou en voie d'achèvement, conséquences en cours d'évaluation

C : situation évolutive, intervention en cours ou en préparation

Classement de l'accident /incident : G / P

Indice d'évolution : A B C

	sans	peu	important	grave
Constatations faites sur le terrain :				
Conséquences sur les personnes				
Potentialité de risques				
Conséquences sur l'environnement				
Dégâts matériels				
Perception à l'extérieur du site				

Produit impliqué	Nature :
(perte de confinement)	Quantité Q :

Déclenchement du POI ou autre plan d'urgence interne (le cas échéant): ☐ Oui ☐ Non

Description de l'incident :

Premières mesures prises : (autorités informées, périmètre sécurité, dépollution, réparation, surveillance, abaissement pression,...)

Etat actuel de la situation :

Nom :	Signature :	N° de téléphone :
-------	-------------	-------------------

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
À L'ARRÊTÉ N° 2018-233-17
DU 11 MARS 2021

ANNEXE IV

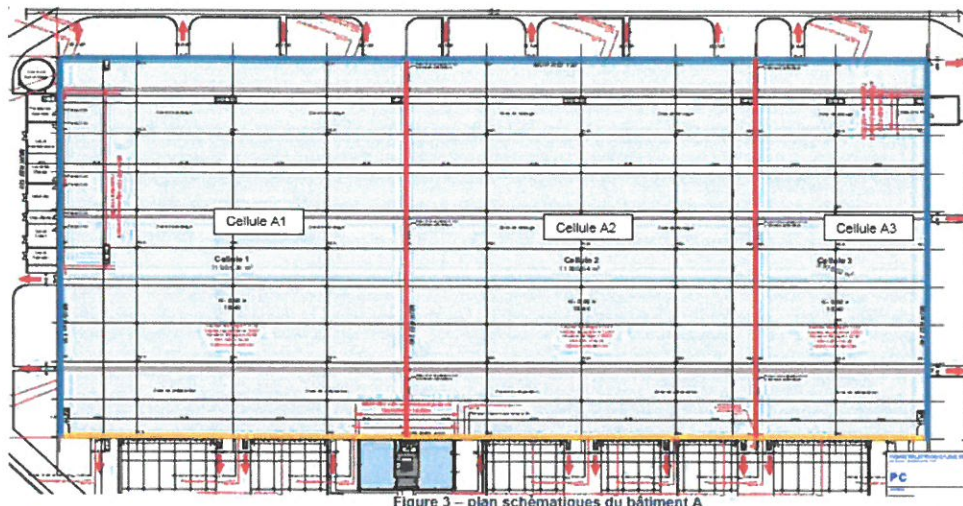


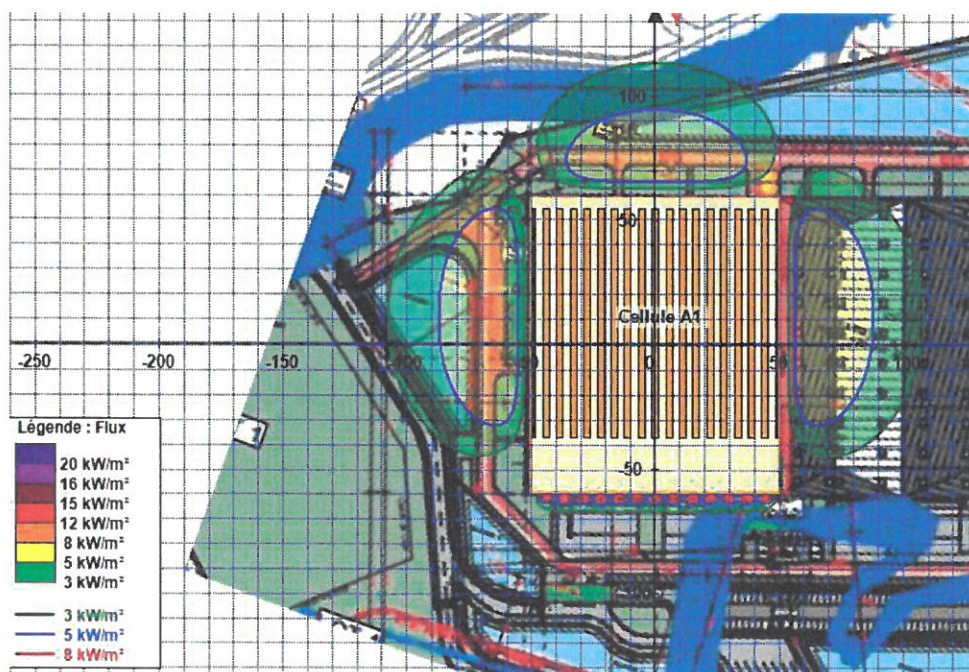
Figure 3 – plan schématiques du bâtiment A

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
À L'ARRÊTÉ N° 2018-23379
DU 11 MARS 2021

Bardage double peau avec soubassement béton sur une hauteur de 4,5 m pour une hauteur totale de 14,50 m
Panneaux sandwich laine de roche (EI 120) avec soubassement béton sur une hauteur de 2,10 m pour une hauteur totale de 14,50 m
Mur séparatif REI 240 sur une hauteur de 14,20 m

Plan n° 1: Dispositions constructives

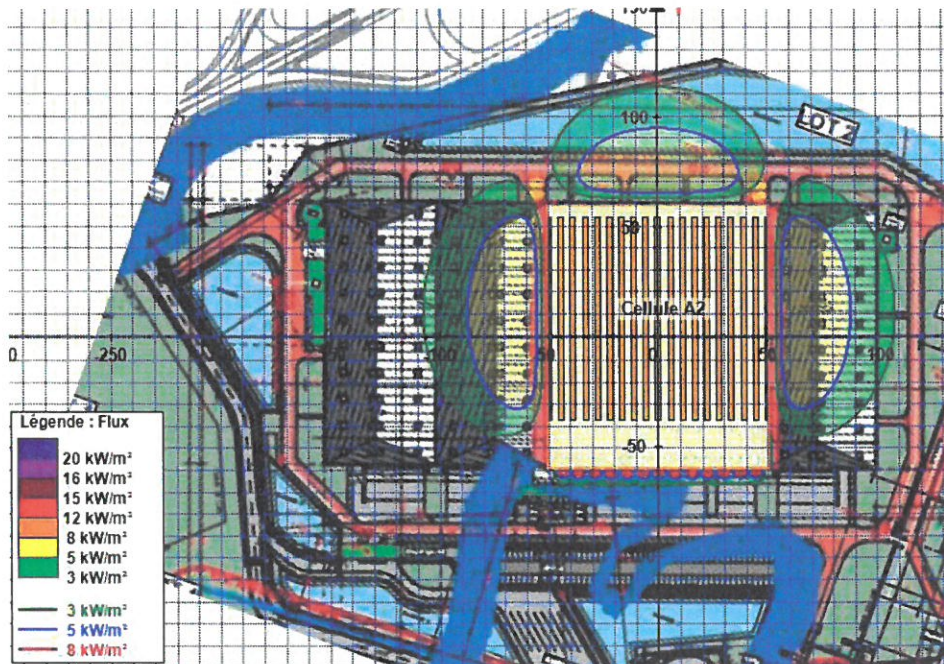
(source: dossier de demande d'autorisation environnementale unique)



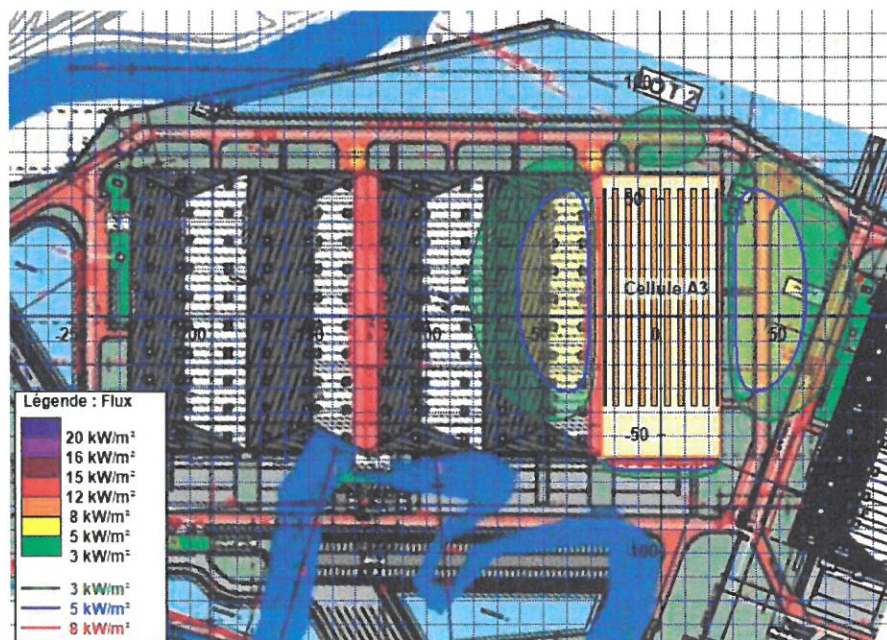
Plan n° 2:

Cartographie des flux thermiques – Bâtiment A - cellule A1

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
 À L'ARRÊTÉ N° 2018-233-17
 DU 11 MARS 2021



Plan n° 3: Cartographie des flux thermiques – Bâtiment A - cellule A2



Plan n° 4: Cartographie des flux thermiques – Bâtiment A - cellule A3

TITRE 21 - TABLE DES MATIERES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
ARTICLE 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
ARTICLE 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	4
CHAPITRE 1.2 Nature des installationsListe des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	4
ARTICLE 1.2.1 Situation de l'établissement.....	6
ARTICLE 1.2.2 Autres limites de l'autorisation.....	6
ARTICLE 1.2.3 Consistance des installations autorisées.....	6
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	7
ARTICLE 1.3.1 Conformité.....	7
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation.....	7
ARTICLE 1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité.....	7
CHAPITRE 1.5 Modifications et cessation d'activité.....	7
ARTICLE 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation.....	7
ARTICLE 1.5.2 Équipements abandonnés.....	8
ARTICLE 1.5.3 Transfert sur un autre emplacement.....	8
ARTICLE 1.5.4 Changement d'exploitant.....	8
ARTICLE 1.5.5 Cessation d'activité.....	8
CHAPITRE 1.6 réglementation.....	9
ARTICLE 1.6.1 Réglementation applicable.....	9
ARTICLE 1.6.2 Respect des autres législations et réglementations.....	9
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	10
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations.....	10
ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux.....	10
ARTICLE 2.1.2 Consignes d'exploitation.....	10
CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	10
ARTICLE 2.2.1 Réserves de produits.....	10
CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage.....	10
ARTICLE 2.3.1 Propreté.....	10
ARTICLE 2.3.2 Esthétique.....	11
CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu.....	11
ARTICLE 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu.....	11
CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents.....	11
ARTICLE 2.5.1 Déclaration et rapport.....	11
CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
ARTICLE 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
CHAPITRE 2.7 Récapitulatif des documents à transmettre.....	12
ARTICLE 2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre.....	12
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	14
ARTICLE 3.1.1 Dispositions générales.....	14
ARTICLE 3.1.2 Pollutions accidentelles.....	14
ARTICLE 3.1.3 Odeurs.....	15
ARTICLE 3.1.4 Voies de circulation.....	15
ARTICLE 3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières.....	15
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....	15

ARTICLE 3.2.1 Dispositions générales.....	15
ARTICLE 3.2.2 Conduits et installations raccordées.....	16
ARTICLE 3.2.3 Conditions générales de rejet.....	16
ARTICLE 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	16
CHAPITRE 3.3 Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère.....	17
ARTICLE 3.3.1 Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses.....	17
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	18
CHAPITRE 4.1 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	18
CHAPITRE 4.2 Prélèvements et consommations d'eau.....	18
ARTICLE 4.2.1 Origine des approvisionnements en eau.....	18
ARTICLE 4.2.2 Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux en nappe.....	18
ARTICLE 4.2.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	18
CHAPITRE 4.3 Prescriptions en cas de secheresse.....	18
ARTICLE 4.3.1 Adaptation des prescriptions de prélèvement en cas de sécheresse.....	18
CHAPITRE 4.4 Collecte des effluents liquides.....	19
ARTICLE 4.4.1 Dispositions générales.....	19
ARTICLE 4.4.2 Plan des réseaux.....	19
ARTICLE 4.4.3 Entretien et surveillance.....	19
ARTICLE 4.4.4 Protection des réseaux internes à l'établissement.....	19
CHAPITRE 4.5 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	20
ARTICLE 4.5.1 Identification des effluents.....	20
ARTICLE 4.5.2 Collecte des effluents.....	20
ARTICLE 4.5.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	20
ARTICLE 4.5.4 Entretien et conduite des installations de traitement.....	21
ARTICLE 4.5.5 Localisation des points de rejet.....	21
Les eaux vannes sont rejetées dans le réseau communal de Saint Martin de Crau.....	22
ARTICLE 4.5.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	22
ARTICLE 4.5.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	23
ARTICLE 4.5.8 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement.....	23
ARTICLE 4.5.9 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	23
ARTICLE 4.5.10 Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement.....	23
ARTICLE 4.5.11 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	24
ARTICLE 4.5.12 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	24
CHAPITRE 4.6 Autosurveillance des rejets et prélèvements.....	24
ARTICLE 4.6.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	24
ARTICLE 4.6.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.....	24
TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS.....	25
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....	25
ARTICLE 5.1.1 Limitation de la production de déchets.....	25
ARTICLE 5.1.2 Séparation des déchets.....	25
ARTICLE 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	26
ARTICLE 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	26
ARTICLE 5.1.5 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	26
ARTICLE 5.1.6 Transport.....	26
ARTICLE 5.1.7 Déchets produits par l'établissement.....	27
CHAPITRE 5.2 Autosurveillance des déchets.....	27
ARTICLE 5.2.1 Auto surveillance des déchets.....	27
ARTICLE 5.2.2 Déclarations.....	28
TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....	29

CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	29
ARTICLE 6.1.1 Identification des produits.....	29
ARTICLE 6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	29
CHAPITRE 6.2 Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	29
ARTICLE 6.2.1 Substances interdites ou restreintes.....	29
ARTICLE 6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes.....	29
ARTICLE 6.2.3 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	30
TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	31
CHAPITRE 7.1 Dispositions générales.....	31
ARTICLE 7.1.1 Aménagements.....	31
ARTICLE 7.1.2 Véhicules et engins.....	31
ARTICLE 7.1.3 Appareils de communication.....	31
CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques.....	32
ARTICLE 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence.....	32
ARTICLE 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	32
CHAPITRE 7.3 Vibrations.....	32
ARTICLE 7.3.1 Vibrations.....	32
CHAPITRE 7.4 Émissions lumineuses.....	32
ARTICLE 7.4.1 Émissions lumineuses.....	32
TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	34
CHAPITRE 8.1 Généralités.....	34
ARTICLE 8.1.1 Localisation des risques.....	34
ARTICLE 8.1.2 État des stocks de produits dangereux.....	34
ARTICLE 8.1.3 Propreté de l'installation.....	34
ARTICLE 8.1.4 Contrôle des accès.....	34
ARTICLE 8.1.5 Circulation dans l'établissement.....	34
ARTICLE 8.1.6 Étude de dangers.....	35
CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives.....	35
ARTICLE 8.2.1 Glossaire.....	35
ARTICLE 8.2.2 Comportement au feu.....	35
ARTICLE 8.2.3 Chauffage.....	36
ARTICLE 8.2.4 Intervention des services de secours.....	37
ARTICLE 8.2.5 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	38
ARTICLE 8.2.6 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	39
ARTICLE 8.2.7 Désenfumage.....	39
ARTICLE 8.2.8 Moyens de lutte contre l'incendie.....	40
ARTICLE 8.2.9 Tuyauteries.....	41
ARTICLE 8.2.10 Plan de Défense Incendie (PDI).....	41
CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents.....	42
ARTICLE 8.3.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	42
ARTICLE 8.3.2 Installations électriques.....	42
ARTICLE 8.3.3 Ventilation des locaux.....	42
ARTICLE 8.3.4 Systèmes de détection et extinction automatiques.....	43
ARTICLE 8.3.5 Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance.....	43
CHAPITRE 8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	43
ARTICLE 8.4.1 Retentions et confinement.....	43
CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation.....	44
ARTICLE 8.5.1 Surveillance de l'installation.....	44
ARTICLE 8.5.2 Travaux.....	44
ARTICLE 8.5.3 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	45
ARTICLE 8.5.4 Consignes d'exploitation.....	45

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES.....	47
CHAPITRE 9.1 Entrepôt.....	47
ARTICLE 9.1.1 Implantation.....	47
ARTICLE 9.1.2 Comportement au feu.....	47
ARTICLE 9.1.3 Compartimentage et aménagement du stockage.....	48
ARTICLE 9.1.4 Matières dangereuses.....	48
ARTICLE 9.1.5 Stockage en masse.....	49
ARTICLE 9.1.6 Stockage en rack.....	49
ARTICLE 9.1.7 Détection incendie.....	49
ARTICLE 9.1.8 Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt.....	49
CHAPITRE 9.3 Local de charge.....	50
ARTICLE 9.3.1 Implantation.....	50
ARTICLE 9.3.2 Comportement au feu.....	50
ARTICLE 9.3.3 Accessibilité.....	50
ARTICLE 9.3.4 Ventilation.....	50
ARTICLE 9.3.5 Seuil de concentration limite en hydrogène.....	50
TITRE 10 - SYSTEME D'ECHANGE DE QUOTAS CO₂.....	51
TITRE 11 - EPANDAGE.....	52
TITRE 12 - DEROGATION À L'INTERDICTION DE DESTRUCTION DE SPÉCIMENS ET D'HABITATS D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES (L. 411-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT).....	53
CHAPITRE 12.1 Nature de la dérogations.....	53
CHAPITRE 12.2 Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts et mesures d'accompagnement et de suivis.....	54
ARTICLE 12.2.1 Mesures d'évitement et de réduction des impacts.....	54
ARTICLE 12.2.2 Mesure compensatoire en faveur de la biodiversité.....	56
ARTICLE 12.2.3 Mesures d'accompagnement et de suivi.....	57
CHAPITRE 12.3 Information des services de l'État et publicité des résultats.....	59
CHAPITRE 12.4 Modifications ou adaptations des mesures.....	59
CHAPITRE 12.5 Durée de validité de la dérogation.....	60
TITRE 13 - DEFRICHEMENT.....	61
TITRE 14 - AUTORISATION D'EXPLOITER UNE INSTALLATION DE PRODUCTION D'ELECTRICITE.....	62
TITRE 15 - AUTORISATION SPECIALE AU TITRE DES RESERVES NATURELLES NATIONALES.....	63
TITRE 16 - AUTORISATION SPECIALE AU TITRE DES SITES CLASSEES OU EN INSTANCE.....	64
TITRE 17 - ABSENCE D'OPPOSITION AU TITRE DES SITES NATURA 2000.....	65
TITRE 18 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....	66

ARTICLE 18.1.1 Délais et voies de recours.....	66
ARTICLE 18.1.2 Publicité.....	66
ARTICLE 18.1.3 Exécution.....	66
TITRE 19 - ÉCHÉANCES.....	67
TITRE 20 - ANNEXES.....	69
TITRE 21 - TABLE DES MATIERES.....	79